

ARRÊTÉ

LE MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES AFFAIRES CULTURELLES,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2 modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927 et la loi du 27 août 1941 et par le décret du 18 avril 1961,

La commission supérieure des monuments historiques entendue ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques la façade sur rue Saint Jean et la toiture correspondante de la maison sise rue Saint Jean à VILLEFRANCHE-de-CONFLENT (Pyrénées-Orientales) figurant au cadastre sous le N° 247 - Section B, lieu dit "Village" pour une contenance de 12 ca, appartenant à la commune qui en est devenue propriétaire à la suite de vente par l'Etat en 1927

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

ARTICLE 3

Il sera notifié au préfet du département, pour les archives de la préfecture, au maire de la commune de VILLEFRANCHE-de-CONFLENT,

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 25 OCT 1965
Pour le Ministre et par délégation
Le Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Directeur de l'Architecture

Max QUERRIEN